

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
DE COORDINATION DES CONTRÔLES
PORTANT SUR LES FONDS EUROPÉENS**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
N° 08-049-01**

RAPPORT

**d'audit du système de gestion et de contrôle du programme européen
cofinancé par le FEDER objectif 2 Alsace**

- AOÛT 2008 -

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
DE COORDINATION DES CONTRÔLES
PORTANT SUR LES FONDS EUROPÉENS**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
N° 08-049-01**

RAPPORT

**d'audit du système de gestion et de contrôle du programme européen
cofinancé par le FEDER objectif 2 Alsace**

établi par :

**M. Alain LARANGE, inspecteur général de l'administration
MM. Pierre BOURGEOIS et Johannes LEIBETSEDER, inspecteurs de l'administration**

- AOÛT 2008 -

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	2
--------------------------	----------

I. ORGANISATION DU SYSTEME DE GESTION ET DE CONTROLE ET RESULTATS OBTENUS	2
--	----------

1.1. ORGANISATION GENERALE ET OUTILS	2
1.2. LES DONNEES DU PROGRAMME.....	3
1.2.1. Avancement du programme	3
1.2.2. Avancement et résultats des contrôles par sondage	3
1.3. CONCLUSIONS DES PRECEDENTES MISSIONS D'AUDIT	3
1.4. DEROULEMENT DE LA MISSION.....	4

II. AUDIT DU SYSTEME DE GESTION ET DE CONTROLE	5
---	----------

2.1. VERIFICATION DE LA PISTE D'AUDIT	5
2.1.1. Instruction.....	5
2.1.2. Programmation	6
2.1.3. Engagement.....	7
2.1.4. Contrôle du service fait (CSF) au titre de l'article 4 du règlement 438/2001	8
2.1.5. Contrôle qualité de la gestion et dispositif d'alerte.....	11
2.1.6. Conclusions sur la vérification de la piste d'audit	12
2.2. VALIDITE DES CONTROLES DES DEPENSES PAR SONDAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 10 DU REGLEMENT 438/2001	13
2.2.1. Représentativité de l'échantillon contrôlé.....	13
2.2.2. Réalisation des contrôles par sondage.....	14
2.2.3. Suites données aux contrôles par sondage	15
2.2.4. Conclusions sur la procédure de contrôles par sondage	16
2.3. FIABILITE DES CHIFFRES CERTIFIES A LA COMMISSION	17
2.3.1. Utilisation de l'application PRESAGE	17
2.3.2. Contrôles qualité certification	18
2.3.3. Conclusion sur la fiabilité des chiffres certifiés à la Commission européenne	19
2.4. OBSERVATIONS SUR LES DOSSIERS EXAMINES PAR LA MISSION.....	20

III. CONCLUSION GENERALE	20
---------------------------------------	-----------

ANNEXES DU RAPPORT

**REPONSES DU PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL SUR LES DOSSIERS EXAMINES
PAR LA MISSION (LES REPONSES AUX OBSERVATIONS GENERALES SONT
INTEGREES AU CORPS DU RAPPORT) ET ANNEXES**

PROGRAMME AUDITE	FEDER Alsace programme Objectif 2
-----------------------------	--

Introduction	
Dates, base juridique et objet de l'audit	<p><u>Dates</u> : 11 au 15 juin 2007</p> <p><u>Base juridique</u> : chapitre V du règlement (CE) n° 438/2001 de la Commission européenne du 2 mars 2001, article 60 de la loi de finances rectificative pour 2002 du 30 décembre 2002 et article 4 du décret n° 2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens (CICC-FS).</p> <p><u>Objet de l'audit</u> : examen du système de gestion et de contrôle du programme européen cofinancé par le FEDER dont l'autorité de gestion est le président du conseil régional d'Alsace (programme objectif 2). Évaluation de la conformité du système mis en place par l'autorité de gestion à la réglementation communautaire, singulièrement aux règlements (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 et n° 438/2001 précité, et aux orientations nationales, en particulier à la circulaire du Premier ministre du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels.</p>
I. Organisation du système de gestion et de contrôle et résultats obtenus	
1.1. Organisation générale et outils	
Autorité de gestion	Président du conseil régional d'Alsace.
Organisation de l'autorité de gestion	<p>Le service « objectif 2 » assure, au sein de la direction de l'animation et de l'aménagement des territoires, l'animation du programme objectif 2. A partir de fin 2005, les effectifs du service ont été réajustés à la baisse, en tenant compte de la diminution des besoins d'animation du programme.</p> <p>La fonction contrôle-audit est rattachée depuis 2005 à la direction des finances.</p> <p><i>Cf. annexe 2 : organigramme de la DAAT et de la direction des finances.</i></p>
Éventuellement, organismes gestionnaires de subvention globale	OSEO Innovation bénéficie d'une subvention globale de 1 475 889 € de FEDER (6 079 191 € en coût total) par convention du 5 décembre 2001, qui a fait l'objet de 3 avenants.
Autorité de paiement	<p>Conseil régional d'Alsace. La fonction a été déléguée à la caisse des dépôts et consignations (CDC) par convention entre le conseil régional et la CDC du 31 janvier 2003.</p> <p><i>Cf. annexe 3 : organigramme de l'autorité de paiement déléguée.</i></p>
Guide de procédures	La version en vigueur du guide de procédures a été envoyée aux services instructeurs en 2005.
Organisation de la programmation	<p>Le comité de suivi : coprésidé par le préfet de région et le président du conseil régional, il rassemble notamment les préfets de département, les présidents des deux conseils généraux de la région, le président du conseil économique et social régional (CESR) ainsi que les présidents des chambres consulaires régionales. Il se réunit au moins une fois par an.</p> <p>Le comité régional de programmation (CRP) est l'instance de sélection des projets. Il est présidé par le président du conseil régional, il rassemble notamment le SGAR, le préfet du Haut-Rhin, les présidents des conseils généraux, le président du CESR et les représentants des territoires zonés (objectif 2 et transitoire).</p>
Ordonnancement	Le président du conseil régional et, pour la subvention globale, l'OSEO-Innovation sont ordonnateurs pour les crédits FEDER.

Organismes ayant effectué les contrôles par sondage	Les contrôles par sondage sont effectués par le pôle « contrôle et audit des fonds communautaires » rattaché à direction des finances du conseil régional.	
1.2. Les données du programme		
1.2.1. Avancement du programme		
Dépenses totales éligibles prévues (dernière maquette datée du 19 décembre 2005) (1)		251 652 761,00
FEDER prévu (dernière maquette datée du 19 décembre 2005) (2)		86 586 317,00
Dépenses totales programmées au 21 mai 2007 (3)		347 258 140,48
FEDER programmé au 21 mai 2007(4)		82 429 103,80
Dépenses totales éligibles justifiées au 21 mai 2007 (5)		262 819 002,29
FEDER justifié au 21 mai 2007 (6)		58 970 305,69
Taux de programmation DTE (7 = 3 / 1)		137,99 %
Taux de programmation FEDER (8 = 4 / 2)		95,20 %
Taux de réalisation DTE / programmation (9 = 5 / 3)		75,68 %
Taux de réalisation FEDER / programmation (10 = 6 / 4)		71,54 %
Montant d'un éventuel dégagement d'office		0,00
1.2.2. Avancement et résultats des contrôles par sondage		
Dépenses totales éligibles déclarées ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage au 14 juin 2007 (11)		14 211 065,97
Pourcentage des dépenses totales éligibles déclarées dans le cadre du programme couvert par les contrôles (12 = 11/5)		5,41 %
Montant des dépenses éligibles affectées par des erreurs ou des irrégularités (13)		152 698,96
Taux de dépenses irrégulières (14 = 13 / 11)		1,07 %
Nombre d'erreurs / d'irrégularités détectées		3
Nombre d'erreurs / d'irrégularités supérieures à 4 000 €(FEDER) détectées à la suite de la phase contradictoire (10 000 € pour les irrégularités signalées après le 1 ^{er} janvier 2006)		2 signalements à l'OLAF
Montant total du FEDER inéligible, recouvré ou à recouvrer : Dont - par ordre de reversement - par réfaction sur solde		26 305,89 26 305,89
Montant total du FEDER effectivement recouvré au 14 juin 2007		26 305,89
Cf. 3 : état d'avancement du programme et des contrôles par sondage, fourni par le conseil régional		
1.3. Conclusions des précédentes missions d'audit		
Dates de la dernière mission de la CICC-FS	Décembre 2004.	
Date du précédent rapport de la CICC-FS	Rapport définitif après contradictoire de juin 2005	
Principales conclusions de ce rapport	La mission demandait notamment : - la mise en conformité de la convention OSEO Innovation avec la circulaire interministérielle du 27 novembre 2002, notamment en ce qui concerne la responsabilité financière ; - une vigilance accrue lors de l'examen de l'éligibilité des projets ;	

	<ul style="list-style-type: none"> - un renforcement de l'attention sur la prise en compte de la TVA et des frais généraux dans certains dossiers ; - une plus grande rigueur dans la vérification du caractère probant des pièces de dépense ; - une augmentation du nombre de contrôles qualité gestion.
Avis de la CICC-FS sur les mesures prises pour répondre à ses demandes	Les réponses satisfaisantes apportées par l'autorité de gestion dans le cadre de la procédure contradictoire avaient permis de clôturer cet audit, après que des précisions aient été fournies sur trois des dossiers examinés par la mission (note d'analyse des réponses ultimes en date du 12 janvier 2006).
Suivi de ce rapport (date de la mission de suivi, principales conclusions, mesures prises)	Sans objet.
Audits réalisés par d'autres organismes nationaux ou communautaires (dates et principales conclusions)	Sans objet.
Le cas échéant, mesures prises pour répondre aux demandes des auditeurs	Sans objet.
1.4. Déroulement de la mission	
Entretiens réalisés	<p>Le président du conseil régional d'Alsace ; le directeur général des services du conseil régional et ses collaborateurs ; la responsable et les agents du service « objectif 2 » et ceux des antennes locales en charge des dossiers ; un responsable d'OSEO-Innovation, gestionnaire de la subvention globale ; le pôle contrôle et audit des fonds communautaires ; le directeur régional de la CDC et ses collaborateurs, notamment l'unité certification.</p> <p>La mission a également eu un entretien avec la secrétaire générale pour les affaires régionales et européennes et ses collaborateurs.</p>
Nombre de dossiers examinés par la mission (1) <i>Cf. annexe 1, fiches d'examen des dossiers examinés par la mission</i>	20
Nombre total de dossiers programmés à la date de l'audit (2)	838
Taux d'examen des dossiers programmés (3 = 1 / 2)	2,39 %
Nombre de dossiers examinés par la mission ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage terminé (4)	6
Nombre total de dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage terminé à la date de l'audit (5)	28
Taux d'examen des dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle par sondage (6 = 4 / 5)	21,43 %
Montant des dépenses totales programmées des opérations examinées par la mission (7)	12 544 260,67
Montant des dépenses totales programmées (8)	347 258 140,48
Taux d'examen des dépenses programmées (9 = 7 / 8)	3,61 %

II. Audit du système de gestion et de contrôle			
2.1. Vérification de la piste d'audit			
2.1.1. Instruction			
Constat de la mission	Demandes de la mission	Réponses AG/AP	Conclusions IGA
Présence d'un rapport d'instruction comportant les avis justifiés des services dans les dossiers ou dans PRESAGE			
<p>Les éléments saisis dans PRESAGE sont succincts, mais correspondent bien aux documents figurant dans les dossiers.</p> <p>Malgré un dispositif globalement satisfaisant, la mission a constaté, dans un dossier examiné, une insuffisance de l'instruction qui induit des conséquences négatives sur les différentes étapes de la piste d'audit (cf. annexe 1, dossier 1751, centre européen entreprise et innovation) : un concours FEDER est accordé au CEEI pour des « contrats d'accompagnement » sur une base forfaitaire (sans aucun élément sur le mode de détermination des coûts et leur imputation à l'action financée), pour une prestation non clairement précisée, le paiement intervenant ensuite sur une base déclarative.</p> <p>Il semble que le CEEI ait bénéficié de plusieurs subventions importantes selon les mêmes modalités. La mission a noté que le problème avait bien été identifié par l'autorité de gestion lors d'un contrôle ; elle constate néanmoins que les améliorations apportées ne permettent pas d'assurer la fiabilité de la piste d'audit sur ces dossiers.</p> <p>Une action corrective paraît donc s'imposer.</p>	<p>Répondre à la fiche du dossier 1751.</p> <p>Procéder à un recensement des dossiers CEEI instruits et programmés selon les mêmes modalités et, si nécessaire, à leur mise en conformité, faute de quoi ces opérations devraient faire l'objet d'un remboursement du FEDER attribué.</p> <p>La mission rappelle, à cet égard, que l'instruction doit permettre de définir précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce qui est attendu du maître d'ouvrage ; - le plan de financement en dépenses et en recettes ; si des coûts de structures et de personnels sont pris en compte, le mode de détermination de ces coûts et de leur imputation au projet (comptabilité analytique, par exemple) doivent être précisés après analyse ; - les modalités selon lesquelles le maître d'ouvrage devra justifier de ses dépenses. <p>Une analyse claire de ces éléments permet ensuite l'élaboration dans de bonnes conditions de la convention et de ses annexes et facilite le CSF.</p>	<p>Cf. réponse détaillée en annexe 1</p> <p>Pour faire suite aux conclusions du contrôle par sondage, l'autorité de gestion a décidé dans le cadre de l'instruction de la demande de financement de la troisième tranche de fonctionnement (2005-2007), de fonder son intervention sur le nombre de contrats effectivement passés, principal indicateur objectif d'activité du CEEI.</p> <p>En fondant sa participation sur un indicateur objectif quantifiable, l'autorité de gestion a ainsi entendu se mettre en conformité avec les modalités d'intervention des fonds structurels. Le « coût complet » d'un accompagnement incluant les frais généraux de la structure, avait été évalué à 25.000 €</p> <p>La CICC relève à cet égard qu'en aucun cas un financement européen ne peut être accordé sur une base purement déclarative et forfaitaire.</p> <p>Sur la base de la méthode préconisée par l'autorité de gestion et des pièces justificatives correspondantes, le CEEI a démontré que le coût du contrat sur la</p>	<p>La réponse apportée aux demandes de la mission et développée dans l'annexe 1 est satisfaisante. Elle permet en effet de fonder les dépenses des dossiers CEEI sur des bases matérielles tangibles, avec des postes de dépenses identifiés et quantifiés qui peuvent effectivement faire l'objet d'un contrôle de service fait in fine.</p>

	Communiquer à la mission, opération par opération, les résultats détaillés de la vérification réalisée, des mises en conformité opérées (compléments d'instruction et, en aval, avenants aux conventions, pièces de dépenses complémentaires et nouveau CSF), et, le cas échéant, des corrections mises en œuvre.	période considérée était légèrement supérieur à 25.000 € (1 ^{ère} partie de l'annexe 1). Des bases solides ont également été définies pour la période 2007-2013 (2 ^{ème} partie de la réponse).	
Examen suffisant des projets au regard du DOCUP et du complément de programmation (éligibilité)			
L'examen de l'éligibilité est assuré de manière globalement satisfaisante. Sur certains dossiers, la mission a noté en point positif que lorsqu'un doute existe sur tout ou partie d'une opération, l'autorité de gestion veille à ce qu'une réponse motivée soit apportée. Elle a constaté que le dossier d'instruction comportait systématiquement un extrait du DOCUP ou du complément de programmation correspondant à la mesure visée, ce qui est une excellente pratique.	Poursuivre l'amélioration engagée et les bonnes pratiques déjà mises en place.	Dont acte.	
2.1.2. Programmation			
Présence dans les dossiers d'une trace des décisions de programmation			
Oui.			
Le cas échéant, modification de la maquette pour tenir compte de l'avancement du programme			
Oui. La dernière modification de la maquette date de décembre 2005, sans préjudice des ajustements entre mesures à l'intérieur d'un même axe.			
Suivi des taux de financement FEDER par rapport aux taux moyens par mesure inscrits dans le DOCUP			
Oui. Les taux moyens attribués sont significativement inférieurs aux taux par mesure fixés dans la	Continuer à veiller à cet équilibre, notamment si des opérations en paiement alternatif sont déprogrammées (cf. § 2.1.3), pour éviter, lors	Dont acte. L'autorité de gestion s'est conformée aux préconisations de la CICC en déprogrammant les dossiers de	La réponse est satisfaisante.

maquette (cf. annexe 4).	de la clôture du programme, tout dépassement des taux moyens par mesure inscrits dans la maquette (dans ce cas, en effet, les engagements pris à l'égard des maîtres d'ouvrage ne pourraient être couverts par des versements de la Commission européenne).	« contrepartie pure » s'inscrivant dans les opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (cf. annexe 2). Cette déprogrammation n'a pas conduit à un dépassement du taux moyen de la mesure A8. De la même manière 10 dossiers de même nature portés par OSEO innovation, ont été déprogrammés. Cette déprogrammation n'emporte en principe aucune conséquence sur la subvention européenne allouée au moment de la clôture (Cf. également 2.1.3).	
Suivi des taux de consommation par axe et par mesure			
Oui. Le système de suivi fonctionne correctement. La mission a noté avec intérêt que figuraient dans certains dossiers des courriers d'alerte adressés au maître d'ouvrage lorsque l'opération était « dormante » ou en retard, présentant les risques liés au dégageant d'office.	Maintenir ce mode de pilotage et cette vigilance jusqu'à la clôture de la programmation. Ne pas hésiter à déprogrammer, si nécessaire, une opération dormante.	Dont acte. Le suivi du taux de consommation des fonds est opéré par le biais de tableaux de bord par mesure, édités à partir des données issues de PRESAGE et complétés par les informations des instructeurs. Au besoin, l'autorité de gestion procède aux relances qui peuvent aller jusqu'à un « ultimatum ».	Dont acte.
2.1.3. Engagement			
Présence dans les dossiers des actes attributifs de subvention comportant l'inscription explicite de la participation européenne et des obligations qui en résultent			
Oui. La convention-type est satisfaisante. La mission a cependant noté que des dossiers en paiement alternatif présentaient des lacunes : - information incomplète du maître d'ouvrage (sur ses obligations en matière de publicité du financement UE, de durée de conservation des pièces et de comptabilité séparée) dans un dossier OSEO-Innovation (cf. annexe 1, dossier 1204) ;	Recenser et vérifier l'ensemble des dossiers en paiement alternatif ; procéder, si nécessaire à leur mise en conformité ou les retirer du programme (la pratique en ce qui concerne les taux de FEDER attribués, évoquée ci-dessus, pouvant faciliter, dans cette hypothèse, le maintien de l'équilibre par rapport aux taux de la maquette) : chaque bénéficiaire	Dont acte. Comme indiqué supra, les opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce s'inscrivant dans la procédure de paiement alternatif et potentiellement concernées par ce défaut (annexe 2), ont été déprogrammées lors du comité régional de programmation du 17 septembre 2007 sans aucune incidence sur le taux moyen de la	La réponse est satisfaisante.

- problème plus global de traçabilité de l'ensemble de la piste d'audit pour un dossier en paiement alternatif du conseil régional (cf. annexe 1, dossier 1812, opération de restructuration de l'artisanat et du commerce - ORAC). Selon une extraction PRESAGE effectué à la demande de la mission, une centaine de dossiers en paiement alternatif figuraient dans la base au 13 juin 2007, concentrés, semble-t-il, sur les mesures A4 et surtout A8, et représentant un total de dépenses programmées d'environ 9,7 M€ et environ 6,8 M€ de dépenses enregistrées dans la base.	« ultime » (donc, dans le cas d'une ORAC, l'artisan ou le commerçant) doit être informé qu'il bénéficie d'une aide s'inscrivant dans un programme cofinancé par le FEDER et qu'il doit donc respecter des obligations qui doivent lui être précisées (publicité du financement UE, durée de conservation des pièces, comptabilité séparée, contrôles nationaux et communautaires...).	mesure A8. D'autre part, 10 dossiers de la mesure A4 s'inscrivant dans la procédure du paiement alternatif et potentiellement concernés par ce défaut d'information, seront déprogrammés lors du comité régional de programmation du 16 juin 2008. Cette déprogrammation n'aura aucune incidence sur le taux moyen de la mesure A4
Présence et caractère suffisamment précis des annexes techniques et financières des actes attributifs de subvention		
Oui, en général (cf. § 2.1.1, demandes de la mission sur les dossiers CEEI).		
Présence des intentions ou décisions de cofinancements dans les dossiers		
Oui.		
2.1.4. Contrôle du service fait (CSF) au titre de l'article 4 du règlement 438/2001		
Présence d'un document de CSF au dossier		
Plusieurs dossiers examinés présentaient des lacunes : absence de CSF sur tout ou partie des montants certifiés à la Commission (cf. annexe n°1, dossiers 1635, 1661, 1812), CSF très succinct (dossier 1650). Dans un cas au moins (dossier 1661), cela semble lié au fait que PRESAGE est utilisé comme un outil de bureautique, certains instructeurs saisissant les pièces au fur à mesure qu'elles sont contrôlées et non après établissement du CSF, ce qui expose	Répondre aux fiches d'examen de ces dossiers. Ne saisir aucune dépense dans PRESAGE avant contrôle des pièces, établissement du CSF et transmission de ce CSF à l'autorité de paiement déléguée : cette règle ne peut souffrir aucune exception. Ce point doit être vérifié à	Voir réponses sur les fiches jointes en annexe 1. L'autorité de gestion et l'organisme de paiement veillent désormais à la réalité et l'antériorité du CSF lors de la saisie des justificatifs de dépenses correspondantes dans PRESAGE.
		Les réponses sur les dossiers sont satisfaisantes. La réponse est satisfaisante.

<p>l'autorité de gestion au risque d'inclure dans des appels de fonds des dépenses qui ne devraient pas l'être.</p> <p>La mission note le recours, dans certains dossiers, à des formulaires différent du formulaire-type élaboré par les services du Conseil Régional. Ces formulaires, anciens, ne permettent pas d'identifier les dépenses écartées (et les raisons qui ont conduit à les écarter), ne comportent pas de référence aux obligations communautaires (obligation de publicité notamment).</p> <p>Quelques dossiers font encore apparaître des pratiques d'écèlement manuel, qui n'ont plus lieu d'être.</p> <p>Dans certains cas, un montant de DTE inférieur au total présenté par les maîtres d'ouvrage est retenu, afin de respecter la règle interne prévoyant un solde de 20 % de la subvention FEDER (cf. annexe n°1, dossier 404).</p>	<p>l'occasion des différents contrôles. L'autorité de paiement déléguée doit écarter systématiquement des appels de fonds les dépenses pour lesquelles elle n'aurait pas reçu de CSF.</p> <p>Utiliser, y compris pour les acomptes, le CSF-type, introduit dans PRESAGE à la demande de la CICC-FS (ou un document de qualité au moins équivalente) et veiller au respect des prescriptions de la recommandation de la CICC-FS en date du 22 aout 2006.</p> <p>Saisir dans PRESAGE, après vérification et CSF, toutes les dépenses éligibles même en cas de sur-réalisation (PRESAGE écrête, lors de l'appel de fonds, au niveau des dépenses programmées).</p> <p>Quand l'autorité de gestion restreint l'avant-dernier versement FEDER (pour pouvoir verser 20 % lors du solde), le CSF concerné doit néanmoins se prononcer sur la totalité des pièces fournies, arrêter la dépense validée (même au-delà de 80 %) et écrêter le seul montant FEDER : la totalité des dépenses doit être saisie dans l'onglet factures de PRESAGE et les montants saisis dans la rubrique ad hoc (CSF) de PRESAGE doivent correspondre à la totalité des dépenses validées et au FEDER écrêté.</p> <p>Vérifier ce point lors des contrôles qualité et des contrôles par sondage.</p>	<p>L'autorité de gestion a, par ailleurs, procédé à l'actualisation des modèles de CSF issus de PRESAGE en déliant notamment nettement le montant certifié du calcul de la participation FEDER.</p> <p>Sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part le montant des dépenses totales justifiées ; - d'autre part, le montant FEDER à payer écrêté à 80 %. <p>Dont acte : les CSF émis pour l'avant-dernier versement FEDER concernent la totalité des justificatifs de dépenses fournis. Une mention stipule l'écèlement du montant FEDER en accompagnement de l'ordre de paiement (voir modèle en annexe 3).</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p>
Présence de toutes les pièces de dépenses dans les dossiers			
Oui, sauf dans un cas (cf. annexe n°1, dossier	Répondre sur le dossier en question.	Voir dossier en annexe 1 en réponse à la	Cf. § 2.1.1.

1751, cf. problème, déjà évoqué, du CEEI).		fiche correspondante.	
Caractère suffisamment probant des pièces de dépenses présentes aux dossiers			
Oui. Si plusieurs dossiers présentent encore des anomalies (cf. annexe n°1 dossiers 1204, 1812), la mission a noté avec satisfaction la vigilance de l'autorité de gestion et de l'autorité de paiement déléguée (dossier 1875, crédit-bail).	Répondre aux fiches d'analyse des dossiers concernés. Maintenir cette vigilance sur les dossiers de crédit-bail mais aussi les opérations ORAC et du CEEI.	Voir fiches concernées en annexe 1. Dont acte. Le dossier 1204 porté par l'entreprise Caspar dans le cadre de la subvention globale accordée à OSEO innovation sera retiré de la programmation lors du comité régional de programmation du 16 juin 2008 (cf. 2.1.3).	Les réponses apportées sur les dossiers sont satisfaisantes. Dont acte, au 18 août 2008, la déprogrammation de ce dossier est effectivement enregistrée dans PRESAGE.
Suivi du paiement effectif des cofinancements publics nationaux et présence des pièces correspondantes dans les dossiers			
Oui, avec une prise en compte systématique dans PRESAGE.			
Détermination précise du montant des dépenses éligibles réalisées			
Oui, mais dans certains cas, le résultat de cet examen n'est pas toujours reporté de manière lisible dans PRESAGE, ce qui semble imputable à l'utilisation d'anciens formulaires de CSF. Ceci se traduit, dans quelques cas, par des erreurs matérielles de remplissage du CSF (montant des dépenses éligibles différent de celui qui est reporté dans PRESAGE, cf. annexe n°1 dossier 1635). Cette pratique semble également à l'origine de confusion entre des montants HT et TTC dans le cas où le maître d'ouvrage ne récupère par la TVA.	L'utilisation, demandée ci-dessus, du CSF-type de PRESAGE devrait permettre d'éviter les incohérences constatées dans certains cas. Préciser de manière univoque sur les CSF si l'opération est programmée en HT ou TTC.	Dont acte : lorsque ces cas se sont présentés, les CSF ont été modifiés, et les erreurs rectifiées. D'autre part, nous avons procédé à l'actualisation des CSF-type dans PRESAGE.	La réponse est satisfaisante.
Vérification, lors du contrôle, du montant des dépenses réalisées, de leur éligibilité au sens de la convention ou de l'arrêté attributif de subvention et de leurs annexes techniques et financières ; le cas échéant, précision sur les motifs pour lesquels des dépenses ont été écartées, de même que sur le montant de ces dépenses			
Oui. La mission a noté en point positif que les dépenses déclarées font l'objet d'un examen basée sur une analyse multicritères (éligibilité temporelle, géographique, réglementaire) dénotant	Cf. ci-dessus : l'utilisation du CSF-type de PRESAGE devrait permettre d'améliorer ce point.	Dont acte : voir nouveau CSF en annexe 3.	Dont acte.

un bon niveau de contrôle et de vigilance dans ce domaine. La mission a cependant relevé que les documents présents au dossier ne permettaient pas toujours d'identifier aisément les raisons qui ont conduit à écarter ces dépenses.			
Caractère suffisant du dispositif de visites sur place dans le cadre du contrôle du service fait			
Très peu d'opérations ont fait l'objet de visites sur place. Bien que l'autorité de gestion n'ait pas affiché d'objectif quantitatif, la mission estime que l'effort dans ce domaine est insuffisant (11 visites en 2006).	Renforcer le programme de visites, d'autant que pour la prochaine génération de programme, la méthode d'échantillonnage devra être formalisée.	Dont acte : un plan de contrôle de visites sur place a été mis en œuvre pour l'année 2007 (voir annexe 4 jointe) : 18 contrôles sur place ont été réalisés.	La réponse est satisfaisante.
Présence d'une trace écrite des visites sur place dans les dossiers			
Oui.			
Caractère complet et conclusif des rapports de contrôle de service fait			
Oui. La mission note cependant que les rapports se limitent en général à l'aspect strictement comptable (validation des dépenses éligibles), sans commentaires qualitatifs.	Comme déjà indiqué, utiliser systématiquement désormais le document-type introduit dans PRESAGE. Veiller, notamment à travers le programme de contrôle qualité gestion, à ce que l'exercice de remplissage du CSF ne se limite pas à cocher des rubriques obligatoires mais que des commentaires personnalisés soient apportés, en tant que de besoin.	Dont acte : les CSF réalisés depuis le contrôle comportent en tant que de besoin des commentaires.	Dont acte.
2.1.5. Contrôle qualité de la gestion et dispositif d'alerte			
Caractère suffisant et clairement formalisé du dispositif de contrôle qualité de l'autorité de gestion			
Douze contrôles exécutés depuis le début du programme (dont 4 en 2006), ce qui est peu, alors que des engagements avaient été pris pour renforcer le dispositif après le précédent audit de décembre 2004.	Renforcer ces contrôles, en les ciblant sur les types de dossiers (paiements alternatifs...) ou les points de fragilité (qualité de l'instruction et des actes attributifs de subvention dans certains cas, utilisation du CSF-type, etc.) identifiés. Transmettre systématiquement les rapports	Dont acte Un plan de contrôle qualité gestion pour 2007 a été mis en place, sur la base d'un échantillon de 8 dossiers traités représentatifs de toutes les mesures du PO, de l'ensemble des instructeurs, de l'état d'avancement des dossiers (acompte ou	Dont acte.

	de contrôle qualité gestion à l'autorité de paiement déléguée.	solde) et du type de bénéficiaire (annexe 5).	
Contrôle de la qualité de gestion des organismes bénéficiant d'une subvention globale			
OSEO Innovation a effectué 17 contrôles qualité gestion. Les deux dossiers audités par la mission n'ayant pas fait l'objet d'un tel contrôle, il n'a pas été possible pour la mission de se prononcer sur la qualité de ce processus. Les exemples de rapports présentés à la mission sont cependant complets et conclusifs.	Transmettre systématiquement ces rapports à l'autorité de gestion et à l'autorité de paiement déléguée.	Dont acte : l'organisme intermédiaire (OSEO) a adressé tous les rapports à l'autorité de gestion et l'autorité de paiement déléguée.	La réponse est satisfaisante.
Dispositif d'alerte			
Oui. Les informations sont collationnées par l'animateur PRESAGE et transmises au service « objectif 2 ».			
Caractère adéquat des suites données si les contrôles qualité gestion ont conclu à l'inéligibilité de certaines opérations ou de certaines dépenses			
Sans objet.			
Caractère adéquat des mesures correctives prises si les contrôles qualité gestion ont conclu à des erreurs ou des failles systémiques			
Sans objet, étant précisé que le faible nombre de contrôles ne facilite pas la détection d'éventuelles erreurs ou failles systémiques.			
2.1.6. Conclusions sur la vérification de la piste d'audit			
La mission a constaté une organisation satisfaisante du dispositif, bien maîtrisé par les services de l'autorité de gestion.			
Plusieurs aspects importants restent à améliorer afin ne pas obérer la crédibilité de la démarche d'ensemble. Ils concernent essentiellement les points suivants :			
<ul style="list-style-type: none"> - mise en conformité des opérations de paiement alternatif, des dispositifs ORAC et des projets de type « CEEI » qui concentrent l'essentiel des problèmes ; - amélioration de la précision des annexes techniques et financières dans le cas des projets portant essentiellement, voire exclusivement, sur des prestations intellectuelles, de type CEEI ; - amélioration du contrôle de service fait par l'utilisation systématique du CSF type national 			

introduit dans PRESAGE (ou un document de qualité au moins équivalente), même pour les acomptes ; abandon de la pratique qui peut conduire certains instructeurs à saisir dans PRESAGE des dépenses pour lesquelles le CSF n'a pas été établi et transmis à la CDC ; a contrario, saisie sans écrêtement de l'ensemble des dépenses contrôlées éligibles, même quand le paiement du FEDER est limité à 80 % ; accroissement du nombre de visites sur place dans le cadre du CSF ;		
- renforcement de l'effort en matière de contrôle qualité gestion, notamment sur les aspects mis en lumière par la mission.		
2.2. Validité des contrôles des dépenses par sondage au titre de l'article 10 du règlement 438/2001		
2.2.1. Représentativité de l'échantillon contrôlé		
Caractère approprié des contrôles en ce qui concerne la couverture par année de programmation		
Oui.		
par mesure		
Oui. Néanmoins, le taux de contrôle était encore, au moment du passage de la mission, relativement faible pour certaines mesures A4, A7 et, dans une moindre mesure, B10, ces deux dernières mesures ayant un volume de dépenses certifiées pourtant conséquent. Par ailleurs, aucun contrôle n'a été opéré sur l'assistance technique. L'unité contrôles est parfaitement consciente de cet état de fait.	Veiller à concrétiser l'intention d'assurer, in fine, une couverture suffisante des différentes mesures par des contrôles (même si le seuil de 5 % doit être apprécié par rapport à l'ensemble du programme et non mesure par mesure).	Dont acte. La couverture de toutes les mesures sera assurée au courant de l'année 2008 dans le cadre de la réalisation du 3 ^{ème} plan de contrôle.
		La réponse est satisfaisante.
par type de maître d'ouvrage		
Oui		
par taille d'opération		
Oui.		
par zone géographique		
Oui.		
Prise en compte de facteurs de risque pertinents		
Oui.		

Contrôle des principaux organismes impliqués dans la mise en œuvre du programme (délégations de gestion et bénéficiaires importants)			
Oui			
Répartition des contrôles sur toute la durée du programme			
Oui.			
2.2.2. Réalisation des contrôles par sondage			
Caractère suffisamment indépendant (par rapport aux services de mise en œuvre) des services qui effectuent les contrôles, pour éviter tout conflit d'intérêt			
Oui. Les contrôles sont effectués par l'unité « contrôle-audit des fonds communautaires » de la direction des finances du conseil régional (2 personnes), suite à la mise en place d'une mutualisation de la fonction contrôle des programmes objectif 2 et INTERREG. La saisie des contrôles dans PRESAGE est convenablement assurée par l'unité contrôle.			
Pourcentage des dépenses des dossiers contrôlés égal ou supérieur à 5 % des dépenses totales éligibles enregistrées			
Oui. Au 14 juin 2007, 28 rapports de contrôle étaient achevés. Le taux de dépenses contrôlées s'élevait à 5,41 %. Les tableaux statistiques récapitulatifs (et notamment le tableau B1) des contrôles sont bien tenus.			
Pourcentage calculé sur la base des dépenses ayant fait l'objet de contrôles sur le terrain jusqu'au niveau du bénéficiaire ultime			
Oui.			
Pourcentage calculé, pour chaque opération, sur la base du contrôle de l'intégralité des dépenses ou d'une approche par sondage conforme aux normes d'audit reconnues			
Oui.			
Qualité des différentes étapes des contrôles (notamment la phase contradictoire et la transmission des rapports aux acteurs concernés)			
Oui. La mission a noté en point positif qu'une réelle attention était portée à la rédaction des différentes phases et à la prise en compte des réponses des services. La rédaction des			

observations est, en général, précise et détaillée.			
Prise en compte, par les contrôleurs, des recommandations concernant l'activité de contrôle formulées lors des audits (Commission européenne, Cour des comptes européenne, CICC-FS)			
Oui.			
Examen de la piste d'audit dans le cadre des rapports de contrôle			
Oui.			
Qualité suffisante et caractère conclusif des rapports de contrôle			
Les rapports de contrôle sont, en général, bien normalisés et de qualité correcte.			
2.2.3. Suites données aux contrôles par sondage			
Mise en œuvre des recommandations des contrôles			
Oui. La mission a cependant constaté, sur un dossier isolé (cf. annexe n°1, n° 404), que les demandes d'explications formulées lors du contrôle 5 % sur le calcul des éventuelles recettes du projet n'ont pas fait l'objet d'une réponse versée au dossier. Il n'est donc pas possible de s'assurer que les recommandations ont été mises en œuvre.	Répondre à la fiche d'analyse de ce dossier. La mission rappelle que le principe de traçabilité doit être systématiquement respecté et que doivent figurer dans les dossiers : les constats et demandes des contrôleurs, les réponses apportées par le service et le maître d'ouvrage, les conclusions des contrôleurs et les suites données.	Dont acte. Cf. fiche dossier en annexe 1.	La réponse sur le dossier est satisfaisante.
Correction des erreurs et irrégularités identifiées par déduction effectuée sur la déclaration de dépenses à la Commission européenne			
Oui. Trois corrections financières ont été ordonnées pour un total de 26 305,89 € de FEDER et 152 698,96 € en DTE. Les tableaux statistiques (« état des ordres de reversement ») remis à la mission font apparaître un délai certain entre la date du constat définitif du contrôle et la date d'émission de l'ordre de reversement (respectivement 27 septembre 2005 et 30 mai 2006) pour les dossiers 171 et 322.	Veiller à ce que les corrections financières nécessaires soient apportées rapidement à l'issue des contrôles.	Dont acte.	La mission prend note de la prise en compte de sa demande.

Mesures adéquates prises pour corriger les faiblesses et pour mettre en évidence et corriger les dépenses non conformes, quand des dysfonctionnements matériels dans les systèmes de gestion et de contrôles susceptibles d'avoir des répercussions sur la régularité des dépenses ont été mis en lumière			
Oui.			
Signalement à l'OLAF des irrégularités portant sur un montant de subvention supérieur à 4 000 €(10 000 €pour les signalements effectués à partir du 1^{er} janvier 2006)			
Oui (2 signalements au 15 juin 2007).			
Evaluation par les contrôles de la nature des erreurs identifiées de manière à déterminer s'il s'agissait d'erreurs systémiques			
Oui.			
Mesures nécessaires prises, lorsque des erreurs ou irrégularités présentaient un caractère systémique, pour identifier les autres cas, pour apporter les corrections nécessaires et prendre les mesures nécessaires en vue du recouvrement			
Oui. La mission note cependant que dans le cas des projets « CEEI », trois opérations précédentes avaient fait l'objet d'observations dans les rapports de contrôle par sondage qui n'ont été que partiellement suivies lors de la programmation du dernier projet en cours.	La mission insiste sur l'attention qui doit être portée aux suites des rapports de contrôle par sondage, non seulement sur chaque cas d'espèce mais également sur les autres dossiers susceptibles d'être concernés.	Dont acte.	La mission prend note de la prise en compte de sa demande.
Lorsque les contrôles ont révélé un taux d'erreurs supérieur à 2 % de l'ensemble des dépenses contrôlées, analyse de la nature de ces erreurs et examen de la possibilité d'effectuer d'autres contrôles visant à mieux déterminer et à mieux quantifier l'ampleur des problèmes			
Sans objet, le taux d'erreurs relevé est de 1,07 %. Encore faut-il noter que la correction la plus importante est intervenue à la suite d'un contrôle déclenché sur soupçon. Hors cette opération (320), le taux s'établit à 0,09 %.			
2.2.4. Conclusions sur la procédure de contrôles par sondage			
Le dispositif de contrôles par sondage fonctionne de manière satisfaisante. Les demandes de la mission visent à : <ul style="list-style-type: none"> - assurer, en fin de programme, comme cela est d'ailleurs prévu, une couverture suffisante des différentes mesures ; - tirer toutes les conclusions utiles des contrôles non seulement sur chaque cas d'espèce mais également sur les autres dossiers susceptibles d'être concernés. 			

2.3. Fiabilité des chiffres certifiés à la Commission			
2.3.1. Utilisation de l'application PRESAGE			
Mise à jour régulière de PRESAGE			
<p>Oui, l'outil est bien utilisé, notamment dans sa partie instruction, ce qui permet de manière opportune de réutiliser les informations comme annexe des conventions.</p> <p>La mission a cependant relevé une pratique de certains instructeurs pour l'établissement des CSF qui peut conduire à saisir des dépenses dans PRESAGE avant établissement du CSF (cf. § 2.1.4).</p>	<p>Améliorer la pratique de PRESAGE sur les points relevés par la mission (§ 2.1.4, notamment), en faisant si nécessaire un complément de formation.</p>	<p>Dont acte.</p> <p>Ces points ont été analysés et expliqués dans le cadre de réunions internes.</p>	<p>La mission prend note de cette réponse.</p>
Caractère correct de la saisie des montants de DTE figurant dans les certificats de contrôle du service fait			
<p>Oui.</p> <p>La mission a noté toutefois des écarts entre le montant de DTE inscrit sur le CSF et la saisie dans PRESAGE dans certains dossiers (cf. annexe 1, dossier 1635, par exemple).</p>	<p>Veiller à ce que PRESAGE soit totalement en ligne avec les informations figurant dans le CSF. Ce point doit faire l'objet d'une attention renforcée à toutes les étapes, jusqu'au contrôle par sondage s'il y a lieu, notamment de la part de l'autorité de paiement déléguée.</p>	<p>Dont acte.</p> <p>Les CSF-types ont été actualisés et PRESAGE est en conformité avec les CSF. L'autorité de paiement déléguée contrôle systématiquement la cohérence entre les informations figurant dans les CSF et les données saisies dans PRESAGE.</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p>
Saisie dans PRESAGE des corrections nécessaires à la suite des contrôles			
Oui.			
Suivi correct des recouvrements			
Oui.			
Caractère complet et précis des informations saisies dans PRESAGE			
Oui			
Utilisation de PRESAGE pour les appels de fonds			
Oui.			

2.3.2. Contrôles qualité certification			
Transmission régulière et exhaustive à l'autorité de paiement déléguée des certificats de contrôle du service fait			
<p>Oui mais avec des exceptions importantes, qui concernent la subvention globale OSEO-Innovation et les paiements alternatifs (toutes opérations pour lesquelles les paiements ne sont pas effectués par la CDC, qui concentre son attention sur les dossiers dont elle assure le paiement).</p> <p>Comme indiqué au § 2.1.3, les seuls paiements alternatifs portaient au 13 juin 2007, selon une extraction PRESAGE effectué à la demande de la mission, sur une centaine de dossiers concentrés, semble-t-il, sur les mesures A4 et surtout A8, et représentaient un total de dépenses réalisées d'environ 6,8 M€enregistrées dans la base.</p>	<p>Assurer une transmission systématique, au fil de l'eau des CSF à la CDC (y compris pour les acomptes, les dossiers OSEO-Innovation et les paiements alternatifs OSEO-Innovation, conseil régional, Etat...). Aucune exception ne doit être admise.</p> <p>La CDC doit s'assurer de l'exhaustivité de ces transmissions à partir d'une requête PRESAGE portant sur tous les dossiers inclus dans la base et qui ne comportent pas de FEDER et sur tous les dossiers de la subvention globale OSEO-Innovation.</p> <p>Pour les dossiers actuellement saisis dans PRESAGE, les résultats de cette vérification devront être communiqués à la mission : liste des dossiers concernés et, le cas échéant, liste des dossiers dont les dépenses auront été exclues de la base pour cause de non transmission des CSF.</p>	<p>L'autorité de gestion a demandé à OSEO-Innovation de lui transmettre tous les CSF réalisés depuis le début du programme. Après vérification de la conformité de ces documents, l'AG les a transmis à l'organisme de paiement. Depuis septembre 2007, OSEO-Innovation nous fait parvenir régulièrement les nouveaux CSF pour transmission à la CDC (annexe 6).</p>	<p>La réponse est satisfaisante.</p>
Mise en œuvre par l'autorité de paiement déléguée de contrôles qualité certification (contrôles de cohérence CSF/PRESAGE ; contrôles des pièces de dépenses sur un échantillon suffisant de dossiers) y compris, le cas échéant, pour les subventions globales			
<p>Oui. L'autorité de paiement déléguée opère des contrôles de cohérence (convention / CSF avec pièces de dépenses transmises ou récapitulatif des dépenses / PRESAGE) systématiques</p> <p>Elle a par ailleurs réalisé 62 contrôles sur dossier depuis le début du programme (dont 6 en 2006). Les rapports et leurs conclusions sont de bonne qualité.</p>	<p>Inclure les paiements alternatifs et les opérations de la subvention globale OSEO-Innovation dans les contrôles de cohérence et les contrôles, par échantillon, sur dossier réalisés par la CDC.</p>	<p>Dont acte.</p> <p>L'organisme de paiement effectuera dorénavant des contrôles de cohérence systématique sur les CSF établis par OSEO et au moins un contrôle qualité-certification sur une opération sous-jacente au courant de l'année 2008.</p>	<p>Dont acte.</p>

Ces contrôles de cohérence ou sur dossier ne portent que sur les opérations pour lesquelles la CDC assure les paiements (cf. point précédent), ce qui est un élément de fragilité importante du dispositif.			
Caractère suffisant et clairement formalisé de ce dispositif de contrôle qualité			
Oui, sauf sur les paiements alternatifs et la subvention globale. Par ailleurs, les constats de la mission au titre du CSF (cf. § 2.1.4) montrent qu'il peut y avoir saisie des dépenses dans PRESAGE avant l'établissement du CSF et sa transmission à la CDC.	Exclure des dépenses certifiées à la Commission toute dépense pour laquelle la CDC n'aurait pas reçu un CSF en bonne et due forme.	Depuis le mois de juillet 2007, avant chaque appel de fonds, l'autorité de gestion vérifie que chaque dépense nouvelle a fait l'objet d'un CSF et que ce CSF a bien été réceptionné par la CDC. Dans le cas contraire, ces dépenses ne sont pas certifiées à la Commission.	La réponse est satisfaisante.
Caractère adéquat des suites données si les contrôles qualité certification ont conclu à l'inéligibilité de certaines opérations ou de certaines dépenses			
Oui. Les dépenses sur lesquelles la CDC a une incertitude non levée sont exclues des appels de fonds (exemple du dossier 555 en 2006).			
Caractère adéquat des mesures correctives prises si les contrôles qualité certification ont conclu à des erreurs ou des failles systémiques			
Sans objet.			
Caractère probant de l'examen des dossiers auquel la mission a procédé à partir de l'appel de fonds du 14 décembre 2006 quant à la fiabilité des données certifiées à la Commission européenne.			
Oui, sauf exceptions (cf. § 2.1.4) et sous réserve des nombreuses demandes complémentaires de la mission.			
2.3.3. Conclusion sur la fiabilité des chiffres certifiés à la Commission européenne			
L'unité certification des dépenses fonctionne de manière satisfaisante mais doit compléter son action et ses contrôles en l'étendant aux dossiers en paiement alternatif et à ceux entrant dans le cadre de la subvention globale OSEO-Innovation, pour lesquels il faut : - assurer une transmission systématique, au fil de l'eau des CSF à la CDC (y compris pour les			

<p>acomptes, les dossiers OSEO-Innovation et les paiements alternatifs...) et vérifier l'exhaustivité de ces transmissions à partir d'une requête PRESAGE ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre des contrôles de cohérence et des contrôles, par échantillon, sur dossiers ; - mener une action de mise en conformité de tous les dossiers de cette nature inclus dans PRESAGE et communiquer les résultats de cette vérification à la mission : liste des dossiers concernés et, le cas échéant, liste des dossiers dont les dépenses auront été exclues de la base pour cause de non transmission des CSF. <p>La mission rappelle que l'unité certification doit exclure systématiquement des dépenses incluses dans un appel de fonds toute dépense sur laquelle pèse une incertitude à laquelle le service concerné n'a pas apporté une réponse satisfaisante (CSF non reçu, interrogations sur l'éligibilité ou sur le caractère effectivement encouru de la dépense).</p>		
--	--	--

2.4. Observations sur les dossiers examinés par la mission

Les fiches d'analyse des dossiers figurent en annexe 1.	Répondre dossier par dossier.		Les réponses apportées sont satisfaisantes.
---	-------------------------------	--	---

III. Conclusion générale

<u>Conclusion avant procédure contradictoire</u>	<u>Conclusion après procédure contradictoire</u>
<p>La mission a constaté un pilotage satisfaisant et une bonne maîtrise du service « objectif 2 », une bonne implication des services, une organisation des contrôles par sondage performante et une activité satisfaisante de la CDC mais qui, trop centrée sur sa fonction paiement, doit être étendue aux paiements alternatifs et à la subvention globale OSEO-Innovation.</p> <p>Plusieurs points nécessitent cependant une réaction rapide afin de ne pas nuire à la crédibilité d'un système globalement bien maîtrisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en conformité des opérations de paiement alternatif, des dispositifs ORAC et des projets de type « CEEI » qui concentrent l'essentiel des problèmes ; - amélioration du contrôle de service fait par l'utilisation systématique du CSF type national introduit dans PRESAGE (ou un document de qualité au moins équivalente), même pour les acomptes ; abandon de la pratique qui peut conduire certains instructeurs à saisir dans 	<p>Les réponses apportées aux points soulevés par la mission sont satisfaisantes.</p> <p>Compte tenu des travaux d'audit qu'elle a réalisés et des réponses apportées, la mission a une assurance raisonnable que le système de gestion et de contrôle fonctionne de manière efficace et que, par conséquent, les dépenses certifiées à la Commission dans le cadre des appels de fonds sont correctes.</p> <p>L'audit est clôturé.</p> <p>Le présent rapport définitif après procédure contradictoire est transmis à la Commission européenne.</p>

<p>PRESAGE des dépenses pour lesquelles le CSF n'a pas été établi et transmis à la CDC ; a contrario, saisie sans écrêtement de l'ensemble des dépenses contrôlées éligibles, même quand le paiement du FEDER est limité à 80 % ; accroissement du nombre de visites sur place dans le cadre du CSF ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de l'effort en matière de contrôle qualité gestion, notamment sur les aspects mis en lumière par la mission et transmission systématique de ces contrôles à la CDC ; - concrétisation de l'intention d'assurer une couverture suffisante des différentes mesures par des contrôles par sondage ; - pour les dossiers OSEO-Innovation et les paiements alternatifs : transmission systématique, au fil de l'eau des CSF à la CDC, vérification de l'exhaustivité de ces transmissions à partir d'une requête PRESAGE et mise en œuvre, par la CDC, de contrôles de cohérence et de contrôles, par échantillon, sur dossiers ; mise en conformité de tous les dossiers de cette nature inclus dans PRESAGE et communication des résultats de cette vérification à la mission (liste des dossiers concernés et, le cas échéant, liste des dossiers dont les dépenses auront été exclues de la base pour cause de non transmission des CSF). <p>La mission rappelle enfin que l'unité certification doit exclure systématiquement des dépenses incluses dans un appel de fonds toute dépense sur laquelle pèse une incertitude à laquelle le service concerné n'a pas apporté une réponse satisfaisante (CSF non reçu, interrogations sur l'éligibilité ou sur le caractère effectivement encouru de la dépense).</p> <p>La mise en œuvre rigoureuse des demandes de la mission devrait permettre au système de gestion et de contrôle du FEDER du programme objectif 2 Alsace de présenter des garanties suffisantes de fiabilité.</p> <p>La programmation étant quasiment terminée, les efforts doivent se maintenir sur le suivi des dossiers. La mission rappelle avec force que la mobilisation doit se poursuivre jusqu'à la clôture du programme au 31/12/2008 afin que le dossier de clôture qui devra être adressé à la CICC-FS avant envoi à la Commission européenne (date limite de réception : 31 mars 2010) n'appelle pas de réserve.</p>	
--	--

